

L'organisme habilité délivre, selon le cas, un message ou un avis de réception.

R. 7122-25

Décret n°2019-1004 du 27 septembre 2019 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'organisme habilité par l'Etat mentionné à l'article **L. 7122-23** transmet au préfet de région les informations utiles à la vérification du respect du plafond annuel mentionné à l'article **R. 7122-13**.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Guichet unique du spectacle occasionnel (Guso) : Conditions de mise en œuvre

#### *Section 4 : Sanctions administratives*

R. 7122-26

Décret n°2019-1004 du 27 septembre 2019 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Peut être sanctionné d'une amende administrative d'un montant maximum de 800 € pour une personne physique et de 2 000 € pour une personne morale le fait de ne pas avoir porté sur les supports de communication ou la billetterie la mention rendue obligatoire par l'article **R. 7122-12** du numéro de récépissé de déclaration en cours de validité.

R. 7122-27

Décret n°2019-1004 du 27 septembre 2019 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le préfet de région du lieu de l'établissement principal prononce les sanctions prévues aux II et III de l'article **L. 7122-16** et à l'article **R. 7122-26** après avoir notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la personne mise en cause les griefs qui lui sont reprochés.

Le préfet de région mentionne dans cette notification que la personne dispose d'un délai d'un mois pour transmettre ses observations écrites. Il lui indique les sanctions encourues et lui précise qu'elle peut prendre connaissance des pièces du dossier et se faire assister ou représenter par tout conseil de son choix. L'entrepreneur peut demander à être entendu par le préfet de région.

Le préfet de région fixe la sanction en tenant compte de l'ensemble des circonstances de l'affaire et la notifie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la personne mise en cause.

Lorsque la sanction est assortie d'une mesure de publicité totale ou partielle, la publicité est assurée sur le site internet du téléservice mentionné à l'article **R. 7122-2**.

R. 7122-28

Décret n°2019-1004 du 27 septembre 2019 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les amendes mentionnées à la présente section sont versées au Trésor et sont recouvrées comme les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

R. 7122-29

Décret n°2019-1004 du 27 septembre 2019 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sur leur rapport, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi informe le préfet de région des manquements constatés au titre de la présente section par les agents de contrôle de l'inspection du travail.